



**ACADÉMIE
DE NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

 **Panorapresse**
par  **ouest
france**



communication@ac-normandie.fr
(communication@ac-normandie.fr)



3 octobre 2025

14_80 PLAINTES POUR SOUMISSIONS CHIMIQUES : LE PROF RECRUTÉ À CAEN AVAIT CACHÉ SES ENNUIS JUDICIAIRES

1



80 plaintes pour soumissions chimiques : le prof recruté à Caen avait caché ses ennuis judiciaires

[ouest-france.fr](https://www.ouest-france.fr), vendredi 3 octobre 2025

80 plaintes pour soumissions chimiques : le prof recruté à Caen avait caché ses ennuis judiciaires

ouest-france.fr, vendredi 3 octobre 2025, 647 mots



Cet été, des étudiants d'écoles de commerce, dont MBWay (notre photo), ont découvert que l'un de leurs intervenants était au cœur d'une vaste enquête pour des faits de soumissions chimiques. Il avait postulé sous un autre nom. © Martin ROCHE / Ouest-France

Intervenant durant deux ans pour des cours dans des écoles de commerce de Caen et pour du coaching à la Région Normandie, un homme avait postulé sous un autre nom. Le vrai est en effet associé à une vaste affaire de soumissions chimiques, toujours à l'état d'enquête. Mais le recrutement de l'ancien haut fonctionnaire a surpris les étudiants, durant l'été 2025.

Stupeur au cœur de l'été, pour des étudiantes d'écoles de commerce de Caen. À l'occasion [d'une communication de la Fondation des femmes](#) sur les lenteurs judiciaires de [l'affaire Christian Nègre](#), différents articles paraissent à nouveau sur l'ancien haut fonctionnaire, soupçonné de plusieurs dizaines de soumissions chimiques envers des femmes. Et une photo de l'ancien directeur des ressources humaines du ministère de la Culture sort [sur des sites féministes](#).

Des élèves de [MBWay](#) et [Ecofac](#), implantées à Caen et Colombelles, réalisent qu'il s'agit du même intervenant qu'ils ont eu, mais sous le nom de Bernard Genre. Qui, coïncidence, est l'anagramme de Nègre.



L'ancien haut fonctionnaire était également intervenant dans l'école de commerce Ecofac, aux portes de Caen. © Jeanne GOBIN / Ouest-France

Cette découverte émeut forcément les étudiants : depuis la révélation des faits en 2019 par *Le Canard enchaîné*, Christian Nègre, qui est aussi passé par la Direction régionale des affaires culturelles à Strasbourg, est [au cœur d'une enquête où 80 femmes ont porté plainte et se sont constituées parties civiles](#).

Entre 2009 et 2018, lors d'entretiens d'embauche, il est soupçonné d'avoir glissé un puissant diurétique dans la boisson d'environ 200 femmes pour les pousser à uriner devant lui ou non loin de son bureau, certaines étant photographiées en cachette.

Identité différente

Comment a-t-il pu être recruté sous un autre nom ? « **Même pour un intervenant extérieur, ils demandent un casier judiciaire** », s'étonne une professionnelle qui a, elle-même, assuré des cours ponctuels à MBWay.

« **Il avait postulé sous l'identité de Bernard Genre, en nous présentant différents documents (CV, carte nationale d'identité, casier judiciaire)**, précise la direction de MBWay Caen. Le « nom d'usage », dispositif légal, est le nom que toute personne peut choisir d'utiliser dans sa vie quotidienne ou professionnelle. Ce nom d'usage (Bernard Genre) figurait sur la CNI quand il a fait acte de candidature. »

Lors de son recrutement en septembre 2023, le casier judiciaire transmis à l'école mentionnait, outre son nom d'usage, son véritable nom de famille. Mais « **il était vierge** », tout comme le nouvel extrait « **communiqué à l'école en juillet 2025** ». Christian Nègre, qui reste présumé innocent, n'est pour l'heure que mis en examen et placé sous contrôle judiciaire, des mesures qui n'apparaissent pas sur le casier. C'est d'ailleurs parce qu'aucun procès n'a encore eu lieu que la Fondation des femmes est montée au créneau en juillet.

Aucun signalement

« **Son volume d'heures, limité, comprenait des cours et le suivi de mémoires d'étudiants**, explique MBWay. **Aucun signalement ni retour d'incident ou de comportement inapproprié n'a été porté à notre connaissance.**

» C'est en août 2025, « **au retour des congés d'été** », que la direction de l'école a eu connaissance de l'enquête visant l'intéressé. « **Nous avons immédiatement décidé d'interrompre toute collaboration avec M. Genre.** » Depuis cet épisode, l'école assure réaliser « **des vérifications supplémentaires au moment de l'intégration de tout nouvel intervenant** ». Ecofac, l'autre école concernée, n'a pas souhaité réagir.

À l'échelle locale, le parquet de Caen indique à *Ouest-France* n'avoir eu aucun signalement concernant l'intéressé.

Christian Nègre est également intervenu pour du « **coaching individuel et collectif** » auprès d'agents de la Région Normandie (pour un marché de 90 000 €). Contacté jeudi *via* sa société de conseil, il a indiqué « **ne pas avoir de commentaire à faire** ».

Laurent NEVEU.